

CONFERENCE DU DESARMEMENT

CD/1459
22 mai 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 21 MAI 1997, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT DE
LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, TRANSMETTANT UN RESUME
DES TRAVAUX DE LA REUNION INTERNATIONALE D'EXPERTS SUR LES
MESURES DE VERIFICATION DONT POURRAIT ETRE ASSORTIE UNE CONVENTION
INTERDISANT LES MINES TERRESTRES ANTIPERSONNEL, QUI S'EST TENUE
A KÖNIGSWINTER (ALLEMAGNE), LES 24 ET 25 AVRIL 1997

J'ai l'honneur de me référer à l'intervention faite par le représentant de l'Allemagne à la 762ème séance plénière de la Conférence du désarmement, le 27 mars 1997, au cours de laquelle celui-ci a informé la Conférence de la convocation, à Königswinter, en Allemagne, les 24 et 25 avril 1997, d'une réunion internationale d'experts sur les mesures de vérification dont pourrait être assortie une convention interdisant les mines terrestres antipersonnel. Le Gouvernement allemand a accueilli avec satisfaction les résultats de cette réunion d'experts, à laquelle 120 Etats étaient représentés, et a la certitude que ces travaux utiles donneront une impulsion très précieuse au large débat international sur la question de la vérification de l'application d'une future convention interdisant ces engins ainsi que sur la conception de cette convention.

Le Gouvernement allemand a fait savoir qu'il avait l'intention de porter les résultats des travaux de la Réunion à la connaissance des Etats participants ainsi que des instances internationales s'occupant du problème des mines. J'ai donc le plaisir de vous transmettre ci-joint un résumé de ces travaux et vous demande de bien vouloir faire le nécessaire pour que ce texte soit publié comme document officiel de la Conférence du désarmement et distribué à toutes les délégations d'Etats membres de la Conférence et d'Etats qui participent aux travaux de l'instance sans en être membres.

(Signé) L'ambassadeur,
M. Günther Seibert

**Réunion internationale d'experts sur les mesures de vérification dont
pourrait être assortie une convention interdisant les mines
terrestres antipersonnel tenue à Königswinter,
les 24 et 25 avril 1997**

RESUME DES TRAVAUX

Dans sa résolution 51/45 S, qui a recueilli l'adhésion de 156 Etats, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à la communauté internationale de s'employer à "mener à bien dès que possible les négociations relatives à un accord international efficace et juridiquement contraignant pour interdire l'emploi, le stockage, la fabrication et le transfert des mines terrestres antipersonnel". Le débat mené à l'échelon international sur la question a fait ressortir la complexité et les difficultés inhérentes à la vérification de l'application des dispositions d'un tel accord. Il fallait manifestement étudier plus en détail ce problème.

L'Allemagne a pris l'initiative de convoquer une réunion internationale d'experts sur les mesures de vérification dont pourrait être assortie une convention interdisant les mines terrestres antipersonnel, à laquelle les Etats examineraient les éléments constitutifs d'un système de vérification éventuel, sans engager de négociations. Cette réunion a eu lieu à Königswinter les 24 et 25 avril 1997. A l'invitation de la Réunion, la délégation allemande a accepté d'établir un résumé des travaux qui ne lierait pas les participants.

Près de la moitié des 120 Etats participants ont exposé leur position au moment de l'échange de vues. Certains ont précisé que, s'ils ne s'exprimaient pas sur l'une ou l'autre des questions débattues, ils ne se rangeaient pas pour autant à l'avis général. La Réunion a donné un nouvel élan au large débat mené à l'échelon international sur la question de la vérification de l'application d'une future convention interdisant les mines terrestres antipersonnel ainsi que sur la conception de cette convention. Un document présenté par l'Allemagne sur les possibilités s'offrant en matière de vérification, où étaient examinées des formules qui avaient fait leurs preuves dans le cadre des traités de limitation des armements en vigueur (échange de données d'information, inspections de routine ou par mise en demeure), a été le point de départ de l'échange de vues. Un certain nombre d'Etats ont fait distribuer des documents où était exposée leur position. Les résultats de l'échange de vues se résument comme suit.

Etant donné les problèmes humanitaires que posait l'emploi irresponsable des mines terrestres antipersonnel qu'il fallait régler d'urgence, il était indispensable, de l'aveu général, que soit conclue au plus vite une convention internationale portant interdiction complète de ces engins (c'est-à-dire, de leur emploi, de leur fabrication, de leur stockage et de leur exportation). Quant à la nature de la convention envisagée, deux idées différentes ont été formulées : les uns concevaient principalement cette convention comme un instrument de droit international humanitaire et les autres, comme un accord de limitation des armements, au premier chef. Ces prémisses différentes ont aussi marqué le débat sur la question de la vérification.

Les partisans d'un instrument d'ordre humanitaire ont préconisé la conclusion, au plus vite, d'une convention internationale portant interdiction

des mines terrestres antipersonnel qui aurait force obligatoire. A leur avis, les régimes de vérification classiques, comme ceux qui étaient conçus pour les traités concernant les armes de destruction massive, ne pourraient pas servir en l'occurrence en raison de la nature particulière des mines terrestres antipersonnel (de petite taille et faciles à transporter, ces engins tiennent davantage du moyen de défense que de l'arme d'attaque, d'un point de vue tactique). En substance, la vérification devait être limitée à des mesures que les Etats appliqueraient de plein gré. En d'autres termes, on pouvait se contenter de mettre en place un système souple combinant des mesures de coopération et de transparence, un examen de l'application de l'instrument à des intervalles réguliers, une coopération internationale, des échanges de données d'information et la présentation systématique de rapports. Il fallait aussi, par l'adoption de dispositions pénales à l'échelon national, dissuader quiconque serait tenté de violer les dispositions de la convention.

A la différence des premiers, un certain nombre d'Etats étaient d'avis que, malgré son caractère humanitaire, une convention qui interdirait les mines terrestres antipersonnel devait être considérée comme étant - à tout le moins en partie, sinon entièrement - un instrument de limitation des armements. Même si l'intérêt militaire de ces engins était contestable et sans commune mesure aucune avec les conséquences humanitaires qu'avait leur emploi, la renonciation à une catégorie entière d'armes relèverait néanmoins du désarmement. Le moyen le plus sûr d'instaurer la transparence et la confiance serait de faire vérifier l'exécution des dispositions de la convention à l'aide d'un système complexe et fiable.

De nombreux Etats ont appelé de leurs vœux un système de vérification efficace aux moindres coûts qui tiendrait compte des exigences particulières liées à ce type d'armes. Se référant parfois aux dispositifs établis par d'autres conventions (par exemple, la Convention sur certaines armes classiques et la Convention sur les armes chimiques), plusieurs participants ont évoqué les éléments énumérés ci-après, qui leur paraissaient pouvoir constituer les fondements d'un régime de vérification :

- Instauration d'une transparence grâce à un échange général de données d'information qui prendrait la forme d'un système pour la présentation de rapports à intervalles fixes, les Etats étant tenus, au préalable, de prendre, sur le plan législatif et administratif, des mesures d'application efficaces;
- Coopération et consultation entre les Etats parties afin de régler les questions de fond et les différends;
- Répression des violations des dispositions de la convention et examen régulier de l'efficacité du fonctionnement de l'instrument, avec la possibilité de négocier de nouveau certains de ses éléments;
- Etablissement des faits sur place en vue de suivre l'application des mesures nationales prises à des fins de transparence ou en vue d'enquêter sur des violations, s'il existe des éléments de preuve suffisants;
- Association de l'ONU aux activités de vérification.

Au fil du débat, l'idée d'un moyen terme - consistant à combiner de vastes mesures de coopération et de transparence à des arrangements efficaces relatifs à l'établissement des faits - a commencé à faire son chemin. Les grandes questions sur lesquelles porterait la future convention - fabrication, exportation et emploi des mines, destruction des stocks et élimination des champs de mines - exigeraient peut-être des mesures de vérification différenciées. Les participants ont jugé peu réalisable l'idée de mettre sur pied des inspections de routine.

Le représentant du Comité international de la Croix-Rouge a préconisé un régime de vérification appliqué de plein gré. Les représentants de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres ont plaidé pour un régime minimaliste et ont évoqué les propositions qu'ils avaient faites en décembre 1996 concernant la conception de ce régime. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies a fait ressortir que le projet de texte établi par l'Autriche ainsi que diverses propositions examinées lors de la Réunion auraient pour effet d'attribuer au Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire, des tâches bien plus importantes que cela n'avait été généralement le cas jusque-là. Selon lui, la communauté internationale pouvait parfaitement décider cela dans le cadre d'une convention, mais elle aurait alors à donner au Secrétaire général les moyens - notamment financiers - de s'acquitter des tâches qui lui seraient attribuées.
